

Publié le 6 Août 2016

**Diplomatie du chéquier**

## **Pourquoi le Qatar continue à inonder Gaza de dollars sans que ça ait beaucoup à voir avec de la solidarité avec les Palestiniens**



L'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, a pris la décision de payer les fonctionnaires de Gaza qui attendent leurs salaires depuis plusieurs mois en raison d'un désaccord entre l'Autorité palestinienne et le Hamas. Mais cette apparente générosité n'est en rien désintéressée.



Avec [Roland Lombardi](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico : Face à des impayés depuis plusieurs mois faute d'un accord entre les autorités palestiniennes et le Hamas, les fonctionnaires de Gaza se sont vu offrir, fin juillet, d'être payés par le Qatar. Quelles sont les motivations qui justifient une telle générosité ?**

**Roland Lombardi :** Les liens entre le Qatar et le Hamas sont anciens. Il faut d'abord rappeler que le Qatar reste le plus grand bailleur de fonds des Frères musulmans au Moyen-Orient et en Europe. Le Hamas étant issu de la branche palestinienne des Frères, il était donc assez logique que le mouvement palestinien bénéficie lui aussi des attentions du petit émirat. Ceci est d'ailleurs de notoriété publique puisqu'en mars 2014, le sous-secrétaire américain au Trésor, responsable de la lutte contre le financement du terrorisme, a révélé que le Qatar, qui est pourtant un allié de Washington, finançait depuis de nombreuses années le Hamas, au pouvoir à Gaza depuis son

coup de force en 2007. N'oublions pas aussi que durant l'été 2014 et l'opération israélienne « Bordure protectrice » à Gaza, le Qatar avait menacé d'expulser le chef du bureau politique du Hamas installé à Doha, Khaled Mechaal, si celui-ci acceptait les propositions égyptiennes dès le début du conflit...

Mais pour comprendre et expliquer cette nouvelle décision, il faut revenir un peu en arrière, au printemps 2014. En effet, lorsqu'à cette époque, le Hamas avait accepté un gouvernement de réconciliation avec l'Autorité palestinienne, cette ouverture de la part des responsables du mouvement islamiste était principalement motivée par deux choses. D'abord, le Hamas, considéré comme une organisation terroriste par les Etats-Unis et une partie de l'Europe, était de plus en plus isolé (en 2013, l'armée égyptienne avait repris les commandes de l'Egypte et pourchassait les Frères musulmans avec férocité, tout en fermant les tunnels le long de la frontière sud de la bande de Gaza). Ensuite et surtout, il n'arrivait plus à payer ses employés.

D'ailleurs, à l'époque, Israël avait beaucoup critiqué Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, pour cet accord de « gouvernement d'unité » avec les terroristes de Gaza. Ainsi, privé de ses deux principales sources de revenus, à savoir les taxes perçues sur les produits entrés clandestinement par les tunnels et l'afflux d'argent de l'étranger transitant par les banques égyptiennes, qui venaient de changer de politique (sans oublier aussi le blocus israélien depuis 2006), le Hamas s'était donc résolu, à contre cœur, à accepter de démanteler son gouvernement à Gaza et de soutenir un représentant nommé par Abbas. Les seules conditions du Hamas étaient alors les suivantes : que les forces de sécurité de l'enclave palestinienne restent aux mains du mouvement et que l'Autorité palestinienne règle finalement les salaires des employés gouvernementaux (y compris des forces de sécurité et donc des combattants). Cela représentait environ 40 000 Gazaouis. Mais de nombreux désaccords virent le jour, notamment sur les membres du futur gouvernement et sur les destinataires des soldes. Au fil des mois, les travailleurs du Hamas n'étaient toujours pas payés et la situation socio-économique se dégrada de plus en plus (environ 2 millions d'habitants et un taux de chômage de 45 %, un des plus élevés de la planète). Le représentant de l'ONU de l'époque dans la région, Robert Serry, avait alors alerté les autorités israéliennes au sujet de cette situation très préoccupante. Parallèlement, le Qatar, déjà, avait émis la possibilité de rémunérer lui-même les travailleurs non combattants du Hamas. Toutefois, cette initiative, que Robert Serry soutenait, déclencha la colère et un refus catégorique du ministre des Affaires étrangères israélien du moment, Avigdor Liberman.

Si ce n'est l'unique cause de la guerre de Gaza de l'été 2014, on peut toutefois y voir une des raisons principales du déclenchement des hostilités. En effet, désespéré, le Hamas envisagea dès lors de jouer le tout pour le tout et de s'attaquer à l'Etat hébreu. Il espérait ainsi « punir » Abbas, en espérant que la riposte israélienne entraîne le soulèvement général des palestiniens de Cisjordanie. Cette stratégie échoua et le conflit fit, après 1 mois et 18 jours, 2 100 victimes du côté palestinien et 73, dont 67 soldats, du côté israélien.

Jusqu'à présent, les investisseurs du Qatar ont alloué 407 milliards de dollars à la reconstruction du territoire palestinien mais les nombreux projets ont souvent été freinés par les restrictions israéliennes sur l'entrée des matériaux (blocus).

Il y a quelques jours, le Qatar a donc réitéré son ancienne offre en annonçant qu'il effectuerait le paiement des fonctionnaires gazaouis qui depuis trois ans, n'ont généralement reçu qu'un tiers de leurs salaires, parfois que la moitié lorsqu'ils étaient chanceux... Ainsi, à cette fin, l'émir du Qatar Al-Thani, a annoncé le versement de 113 millions de riyals (31 millions de dollars). Le but étant de « réduire la souffrance des frères de la bande de Gaza et de les aider à faire face aux difficultés financières qu'ils subissent en raison du blocus », comme l'a indiqué l'agence officielle qatarie QNA.

Mais ne soyons pas dupe. Cette initiative n'aurait pas pu prendre forme sans l'aval du Caire et surtout de Jérusalem. Alors pourquoi ce revirement de la part du gouvernement israélien actuel où siège encore Liberman, à présent ministre de la Défense, et qui était pourtant, comme on l'a vu, farouchement opposé à ce principe il y a encore deux ans ?

J'y vois deux raisons. La première c'est que le contexte régional a changé. Il évolue toujours très vite dans la région... Rappelons qu'il y a quelques semaines, la Turquie d'Erdogan (proche ami du Hamas) s'est « réconciliée » avec Israël après six années de tensions (suite à l'abordage par les forces israéliennes de la flottille turque pour Gaza en 2010). Jérusalem a même dernièrement autorisé la venue dans un port israélien d'un navire turc transportant plus de 10 000 tonnes d'aide humanitaire pour Gaza... Ces gestes de l'Etat hébreu sont donc comme un message d'apaisement aux responsables islamistes de Gaza, qui, malgré les discours officiels, sont en réalité toujours en contact avec les Israéliens (échanges de prisonniers, nombreux accords de cessez-le-feu...). Pour certains, des deux côtés, il serait clairement préférable de commencer à faire des affaires plutôt que la

guerre...

La seconde raison, pour l'Etat hébreu, adepte du vieil adage « diviser pour mieux régner » (comme tous les Etats), c'est d'affaiblir l'Autorité palestinienne (hostile à l'initiative du Qatar mais qui devrait cependant se charger de redistribuer l'aide). A l'automne, des élections municipales à Gaza et en Cisjordanie sont prévues et le Hamas a déjà annoncé son désir d'y participer... Ainsi, les dirigeants israéliens escomptent peut-être, qu'en position de faiblesse, Abbas serait contraint de revenir rapidement à la table des négociations...

Quant au Qatar, cette générosité lui permet de redorer son blason dans les opinions arabes et surtout, de se présenter comme un potentiel médiateur en cas de futures négociations de paix...

## **Si le Qatar cherche à redorer son blason auprès des populations du Moyen-Orient, espère-t-il retirer des avantages de son action auprès d'autres populations, comme les Occidentaux ? Quels pourraient être ces avantages ?**

Depuis 2011 et les fameux printemps arabes, Doha s'était alignée sur les plans régionaux de Riyad (comme d'Ankara d'ailleurs) et leur politique de soutien massif aux islamistes. Aujourd'hui, il s'avère que c'est un véritable fiasco. D'ailleurs, l'image des trois pays, à présent isolés diplomatiquement et affaiblis, s'est depuis grandement ternie dans le monde arabe. Il n'y a qu'à voir les tensions au sein de la Ligue arabe et de l'OPEP...

Mais le Qatar a réalisé, bien avant la Turquie et l'Arabie saoudite, que la partie était déjà perdue.

En effet, depuis 2013 et la chute des Frères musulmans en Egypte, en passant par la résilience du régime de Damas et avec enfin, l'intervention russe en Syrie et les points marqués par Moscou et Téhéran dans la région, le petit émirat a rapidement compris qu'il n'avait pas les moyens de ses ambitions et qu'il n'avait surtout pas les épaules d'un grand acteur géopolitique. Il s'est ainsi « retiré du jeu ». D'ailleurs, comme pour l'Arabie saoudite, cette politique lui a coûté énormément d'argent. Les financements de certaines milices en Syrie et en Irak (et ailleurs) se sont alors grandement réduits. Très critiqué par les médias occidentaux, justement pour son ambiguïté dans ces conflits mais aussi pour les conditions de vie et de travail déplorables de ses nombreux immigrés, Doha a décidé de faire profil bas, de détourner le regard et de se consacrer pleinement à assurer ses investissements, notamment en Europe, et surtout, à préparer du mieux possible le mondial de football organisé sur son sol en 2022.

C'est la raison pour laquelle, le Qatar a ressorti « la carte palestinienne » qui est le meilleur moyen pour lui de réapparaître sur la scène diplomatique tout en revenant en odeur de sainteté auprès des opinions arabes mais surtout auprès des Chancelleries occidentales. Surtout, si, comme je l'ai dit plus haut, il s'avérait devenir un des éventuels médiateurs de la paix dans le conflit israélo-palestinien.

## **Au-delà du Qatar seul, n'assiste-t-on pas aujourd'hui à une recomposition (ou au moins à une reconfiguration) de la région, sous l'impulsion des tensions qui existent entre l'Iran et Israël ? Quel pourrait en être l'impact géopolitique ?**

Vous savez, comme je le dis souvent, au Moyen-Orient, il y a la scène, pour amuser la galerie, et surtout les coulisses où se joue sûrement le plus souvent l'essentiel. Il est difficile pour un esprit cartésien et occidental de saisir toutes les subtilités de la région et de ses habitants...

Ainsi, s'il contrarie véritablement Ankara, Riyad et Doha, je ne crois pas que le retour sur la scène régionale (et internationale) de l'Iran gêne outre mesure Israël. Surtout depuis l'accord sur le nucléaire de juillet 2015... D'ailleurs, bien naïf celui qui veut encore croire que les ponts ont été complètement rompus entre Jérusalem et Téhéran à partir de 1979. Il n'y a qu'à relire l'ouvrage remarquable de Pierre Razoux sur la Guerre Iran-Irak, qui évoque aussi les relations inattendues d'alors entre l'Iran de Khomeiny et Israël de Begin et de Shamir (pourtant deux faucons)... Beaucoup seraient surpris !

Pour l'heure, certes, du côté iranien, les discours belliqueux envers l'Etat hébreu sont en quelque sorte « la carte de visite » de Téhéran dans le monde arabe. Pour Israël, évoquer le danger iranien est une posture à des fins de politique interne mais surtout, un moyen de maintenir la pression sur les Etats-Unis afin que ces derniers poursuivent leur soutien politique et surtout militaire...

Mais ça c'est pour la scène. En coulisse, il se pourrait bien que Téhéran et Jérusalem soient en train de revoir fondamentalement leurs options géostratégiques dans la région...

Quoiqu'il en soit, dans l'affrontement larvé entre sunnites et chiites qui se déroulent actuellement au Moyen-Orient, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar sont isolés diplomatiquement, « délaissés » et « négligés » par les Etats-Unis, affaiblis sur le plan intérieur et en totale perte de vitesse. En se rapprochant de l'Etat hébreu, ils espèrent ainsi rééquilibrer les rapports de force et diplomatiques. Et finalement, les Israéliens ne sont sûrement pas mécontents (tout en restant méfiants) de leurs appels du pied...